



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50 551
POLYGONE – bâtiment GH
57 036 Metz
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 08/08/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07 août 2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES Petrochemicals France – atelier Polystyrène

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_PS_2024-08-07_RAPVI_Incident_MFMCBE_00352
Code AIOT : 0006201063

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/08/2024 de l'atelier polystyrène dans l'établissement TotalEnergies Petrochemicals France implanté Établissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 06/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a été informée :

- de dépassements en styrène de niveau A (niveau inhabituel) et/ou B (perception olfactive) dans l'air ambiant au niveau de la station fixe de la mairie de l'Hôpital entre le 2 et le 6 août 2024 (par fax des 2 au 6 août 2024) ;
- de la réception d'un rejet aqueux inhabituel chargé en hydrocarbures en entrée de la station de traitement final (STF) du vendredi 2 août 2024 début d'après midi au samedi 3 août 2024 00h10 (par courriel du 5 août 2024) ;
- de l'origine suspectée de ce rejet (atelier Polystyrène – PS – de TEPF).

La visite d'inspection du 7 août 2024, commune aux établissements ARKEMA et TEPF, s'inscrit dans le cadre de cet incident.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES Petrochemicals France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201063
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Pétrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme Carling/Saint-Avoid. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures et de polymères, ainsi que des installations communes comprenant des installations de stockage et de distribution de matière première.

Le contrôle a concerné en particulier les installations de l'atelier Polystyrène (PS).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Eau de surface
- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration et rapport d'incident	Code de l'environnement, article R512-69	Demande de justificatif à l'exploitant	10 jours
2	Entretien du décanteur 8502	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015 modifié, article 2.3.2.2 (partiel)	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de la visite du 7 août 2024 :

- que la société TEPF est à l'origine d'effluents aqueux chargés en hydrocarbures détectés au niveau de la station de traitement final (STF) exploitée par Arkema et doit transmettre le rapport d'incident dans un délai de 10 jours (point de contrôle n°1) ;
- l'absence d'entretien et de surveillance du décanteur 8502, collectant les eaux susceptibles d'être polluées de l'atelier PS. Le décanteur serait à l'origine de l'incident (point de contrôle n°2).

Sur ce dernier point, l'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 15 jours certaines dispositions de l'article 2.3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-164 du 27 mai 2015 modifié en ce qui concerne l'entretien et la surveillance du décanteur 8502 et du capteur irisation LDI8501.

L'inspection des installations classées propose enfin de transmettre copie du présent rapport au SIDPC de la préfecture.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration et rapport d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R512-69 (partiel)
Thème(s) : Risques chroniques, incident/accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées. »</p>
<p>Constats :</p> <p>Par fax du 2 au 6 août 2024, l'exploitant a déclaré à l'inspection des installations classées des dépassements en styrène dans l'air ambiant, au niveau de la station fixe de la mairie de l'hôpital. Dans ses déclarations, l'exploitant n'a pas identifié d'anomalie au niveau de l'exploitation de ses ateliers mais a indiqué la présence de styrène dans le bassin d'orage de la station de traitement final (STF) exploité par Arkema.</p>

<p>Lors de la visite du 7 août 2024, l'exploitant s'est engagé à transmettre dans les meilleurs délais :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éléments transmis à Arkema, pour chaque atelier de TEPF, suite au déclenchement de l'alerte "détection d'hydrocarbures » via contacteveryone" le 2 août 2024 ; • les résultats du suivi des 3 capteurs de styrène (station fixe village entreprise, station mobile zone déchet et station fixe de mairie de l'hôpital) à compter du 1^{er} août 2024, l'interprétation des résultats et les conditions climatiques correspondantes ; • les documentations techniques concernant la conception du décanteur 8502, collectant les eaux susceptibles d'être polluée de l'atelier PS ; • les justificatifs d'entretien et de surveillance du décanteur 8502 et toutes autres interventions de maintenance ayant été réalisées sur l'équipement ; • les justificatifs des pompage et nettoyage réalisés le 3 août 2024 au droit du décanteur 8502 ; • les analyses hebdomadaires des effluents aqueux réalisées en sortie du décanteur 8502 en juin, juillet et août 2024 ; • les analyses des effluents aqueux réalisées en sortie du décanteur 8502 après pompage des eaux polluées le 3 août 2024 ; • les justificatifs permettant de confirmer que l'ensemble des sources de l'incident du 2 août 2024 au niveau de la STF ont été identifiés (bilan matière,...) ; • les plaintes internes et externes reçues par Chemesis à partir du 2 août 2024. L'exploitant déclare que deux plaintes, 1 interne le 2 août 2024 et 1 plainte externe le 3 août 2024, ont été recensées sur la période de l'incident.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection des installations classées, dans un délai de 10 jours, le rapport d'incident avec tous les éléments requis par l'article R515-69 du code de l'environnement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 10 jours</p>

N° 2 : Entretien du décanteur 8502

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015 modifié, article 2.3.2.2 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Les installations de traitement (incluant les installations de type décanteur ou séparateur d'hydrocarbures) sont entretenues, [...] et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) [...] »</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 7 août 2024, l'exploitant a indiqué que l'une des origines de l'incident détecté le 2 août 2024 et ayant entraîné des détections de styrène dans l'air ambiant sur la commune de l'Hôpital, serait située au niveau de l'atelier PS au droit du décanteur identifié 8502 et traitant les eaux susceptibles d'être polluées de l'atelier.</p> <p>L'inspection des installations classées constate, lors de la visite, au droit du décanteur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la présence d'odeurs, identifiées par l'exploitant comme des odeurs de styrène ; • la présence d'irisation en entrée et en sortie ; • la présence d'un toit flottant ne permettant pas de visualiser le fond du décanteur ; • en salle de contrôle, la présence d'un capteur du niveau d'irisation identifié LDI8501. Le capteur indique une épaisseur comprise entre 22 et 24 % du 1^{er} au 6 août 2024. <p>Lors de la visite, l'exploitant déclare que :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le dernier entretien du décanteur aurait été réalisé en 2014 ; • un mélange hydrocarbures/eau d'un volume de 10 m³, présent dans le décanteur, a été pompé le 3 août 2024, suite à la recherche des causes de l'incident du 2 août 2024 et à l'identification du décanteur comme origine potentiel de celui-ci ;

- le capteur LDI8501 susmentionné n'est pas fonctionnel et ne permet pas d'identifier le niveau d'hydrocarbures dans le décanteur 8502. L'exploitant n'est pas en mesure de définir la date à compter de laquelle le détecteur a été défaillant.

L'inspection des installations classées propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de respecter dans un délai de 15 jours certaines dispositions de l'article 2.3.2.2 de l'arrêté préfectoral n°2015-DLP-BUPE-164 du 27 mai 2015 modifié en ce qui concerne l'entretien et la surveillance du décanteur 8502 et du capteur irisation LDI8501.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 15 jours